

Reproduction et  
production à l'ORSTOM :

O. R. S. T. O. M. Fonds Documentation

N° : 3980

Cote : B

# Quelle recherche pour quel développement ?

*Ce texte a été rédigé en novembre 1981 et il a fait l'objet d'une diffusion restreinte. La réforme profonde actuellement en cours à l'ORSTOM renvoie au passé certaines atmosphères décrites, sans que soient caduques pour autant les analyses sur les risques de dérive qui menacent l'institution et son personnel. C'est la raison pour laquelle il nous a paru opportun de publier cet article qui permet de mesurer le chemin à parcourir.*

C E texte n'est ni un catalogue, ni une plate-forme, ni un corps de doctrine. Il est la décantation d'une expérience, ce qui nous semble constituer un préalable à toute réflexion concernant la place, l'avenir et le rôle de l'ORSTOM, et plus encore de ceux qui y travaillent.

120

## I. Reproduction et production à l'ORSTOM

Le 11 octobre 1943, à Vichy, une loi signée Pierre Laval crée l'Office de la Recherche Scientifique Coloniale (ORSC). C'est un établissement public, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, placé sous l'autorité du Secrétaire d'Etat à la Marine et aux Colonies. Son objet : l'orientation, la coordination et le contrôle des recherches scientifiques dans les territoires relevant du Secrétariat d'Etat. L'Office est administré par un conseil d'administration présidé par le Directeur du CNRS.

A la libération, avec le rétablissement de la légalité républicaine, la loi du 11 octobre 1943 est annulée. Mais, quelques mois plus tard, le 22 novembre 1944, une ordonnance signée Charles de Gaulle suspend l'annula-

tion jusqu'à l'entrée en vigueur de nouveaux textes. En attendant sa réorganisation, l'Office de la Recherche Scientifique Coloniale est donc provisoirement maintenu. Les nouveaux textes paraîtront en 1950.

Dès le début recherche scientifique et colonisation sont étroitement liées. A côté du Directeur du CNRS siègent au Conseil des hauts fonctionnaires du Ministère des Colonies et d'autres membres nommés en raison de leur compétences scientifique ou coloniale. En 1947, dans le cadre des activités de l'Office est créé un « Conseil Supérieur pour la coordination des recherches dans les territoires d'Outre-Mer ». On fait entrer dans ce conseil des hauts fonctionnaires et des personnalités scientifiques (les Directeurs du CNRS, du Muséum, de l'Institut Pasteur), mais on ajoutera, en 1951, divers représentants de compagnies « coloniales » : Compagnie Générale des Oléagineux Tropicaux, Compagnie française pour le Développement des Fibres Textiles. Il y aura un représentant de l'Office du Niger et des différents instituts de recherche en agronomie tropicale (IRHO, IFAC, IFC, IRCT), appelés « Instituts professionnels coloniaux de recherches spécialisées ». Ce Conseil est institué au Ministère de la France d'Outre-Mer et présidé par le Ministre lui-même.

En 1950, le mot colonial disparaît, et l'Office devient l'ORSOM : Office de la Recherche Scientifique Outre-Mer.

En 1951 est créé un corps de chercheurs dont la mission est de « poursuivre les recherches scientifiques ayant pour but le développement économique et social des territoires d'Outre-Mer ». Pour établir ce statut particulier des chercheurs on reprend un certain nombre de décrets dont les plus anciens remontent à 1897 (« portant règlement sur les indemnités de déplacement et les passages du personnel colonial ») et à 1910 (« sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux »), on n'a pas d'autres références...

Le sigle O.R.S.T.O.M. (on a ajouté la Technique) apparaît en 1953. L'Office est toujours sous l'autorité du Ministre de la France d'Outre-Mer. On étend sa compétence aux « départements d'Outre-Mer », aux « Etats associés » et « Pays de Protectorat », ainsi qu'aux « pays étrangers et aux organisations internationales à la demande de ceux-ci ». C'est un premier redéploiement. Aux indépendances le nombre des « Etats étrangers » s'est sensiblement accru.

En 1960 une nouvelle réorganisation de l'ORSTOM le fait changer de tutelle : le « France d'Outre-Mer » disparaît. L'Office tombe sous la tutelle conjointe du secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la communauté et du Ministre de l'Education Nationale. C'est le grand départ de la coopération. On distingue quand même les « Etats » de la Communauté des autres « pays étrangers », ce qui signale des liens très privilégiés.

Pendant la décennie 1960-1970 l'ORSTOM trouve son plein épanouissement grâce à la conjoncture de la politique gaullienne et d'un Directeur Général gaulliste. C'est l'âge d'or de la coopération qui, poursuivant l'élan éphémère de la « Communauté », provoque à l'ORSTOM une vague de recrutement et assure à la Direction générale une liberté d'action qui ne sera jamais démentie malgré les changements politiques.

Toutefois, les réactions de certains Etats face à ce paternalisme bienveillant, la méconnaissance de leurs aspirations, provoquent un certain effritement du dispositif qui résulte des vicissitudes liées à cette politique. L'ORSTOM est chassé de Madagascar et du Bénin.

3980

Le désarroi provoqué à l'ORSTOM par cette iniquité va amener ses dirigeants à une tentative de redéploiement tous azimuts. Ce redéploiement restera largement à l'état de tentative, à l'exception d'opérations au coup par coup qui infléchissent l'ensemble vers un fonctionnement en bureau d'études. La perte de responsabilité se traduit par de l'incohérence : le décalage s'accroît entre la vocation et la capacité du dispositif. La dernière décennie est une tentative permanente pour régler ce problème avec de vieilles théories en retard de beaucoup de changements. Une tentative d'isolement et de repli se dessine qui, contre vents et marées, ferait de l'ORSTOM le bastion de la vraie recherche, permanente, durable et garantie. Durant toute la période envisagée on a systématiquement fait l'économie d'une remise en question suivie d'une réadaptation à un environnement politique et scientifique qui lui, avait largement évolué.

L'irritation de quelques gouvernements locaux face à ces casernes civiles a permis aux chercheurs de récupérer une part du droit à une vie privée hors d'un enclos professionnel, vaste village dirigé par un chef de centre, chercheur déchu en administrateur proconsul, honorable correspondant du siège à Paris. La symbolique de ces implantations est éloquent. Autour des bureaux, de la résidence du chef de centre, s'épanouissent à l'ombre des frangipaniers ou des palmiers, les laboratoires et les maisons individuelles, plus loin les garages, entrepôts, infirmerie du personnel autochtone, comme à Adiopodoumé en Côte-d'Ivoire, le campus le plus monstrueux de l'ORSTOM dans cette perspective, ou à Nouméa. Les « maladies nerveuses » sont fréquentes ainsi que les divorces dans ces micro-sociétés plus malheureuses que savantes.

Quels sont les effets de cette vision centripète du monde sur la production scientifique ?

La permanence de ces implantations incite à des travaux de longue durée. C'est l'une des raisons pour lesquelles inventaires et couvertures tiennent une large place dans les travaux de l'ORSTOM. Sous la conduite du directeur proconsul la recherche doit d'abord être évaluée politiquement. Une large part de son activité consiste donc à harmoniser la demande locale, parfois les besoins, les programmes conçus à Paris, les pressions des différentes disciplines et quelques expressions individuelles. Dans ce contexte fait de pesanteurs multiples, la production scientifique apparaît souvent comme subsidiaire, les conditions de la permanence primant l'évaluation scientifique. L'extrême abondance des publications à usage interne, multi-graphiées, est alors préférable à une diffusion normale des résultats où l'institution devrait se mesurer à un critère d'efficacité. Le chercheur y trouve une justification minimale et le caractère confidentiel de ces publications permet d'assurer la permanence de programmes parfois sans fin.

L'accès au terrain est épisodique et suppose de remplir les formalités nécessaires pour disposer du matériel et du véhicule car la garage est un lieu de pouvoir où s'affrontent les rivalités et les dignités des différentes sections sous l'œil impassible d'une pléthore de plantons, chauffeurs, mécaniciens non qualifiés, jardiniers, dont l'activité n'a d'égale que le salaire modeste qu'ils reçoivent. Que dire, devant cet employé autochtone, affable dans une morosité devenue une seconde nature, inlassablement occupé à essuyer et à faire briller les feuilles des caoutchoucs ornementant la devanture d'un centre ORSTOM d'une ville africaine où la poussière rouge revient dans l'instant se fixer sur toute chose ? On aura remarqué l'absence



de scientifiques nationaux dans ce campus, la formation d'homologues n'ayant pas été dans les années passées le souci premier de l'ORSTOM.

Cette évocation est le produit d'une expérience bien partagée et comme description elle est nécessairement caricaturale dans le but de souligner certains traits par trop caducs de notre institution.

Seuls subsistent encore quelques grands centres ou campus mais la logique de leur fonctionnement inhibe encore trop largement l'affirmation du primat nécessaire de la production scientifique sur la reproduction perpétuelle d'une logique bureaucratique-anachronique fondamentalement stérile et à terme anti-politique. Le statut infantilisant dont sont affublés les personnels, la symbolique d'implantations néo-impérialistes à l'image d'un ordre colonial digne d'une fiction littéraire, l'inhibition et la rétention installées en règles de productivité sous prétexte d'opportunité, la formation d'homologues étrangers qui sert d'alibi pour l'emploi de personnels subalternes pléthoriques qui pèsent inutilement sur le coût du dispositif, tout cela signale l'inefficacité excessive d'une structure archaïque dont la vocation première est de se reproduire sans cesse plutôt que de produire des connaissances nouvelles dans des rapports nouveaux.

fonctionnement, dont le rappel aura pu susciter nostalgie chez les uns, rejet chez les autres, mais qui réfère dans tous les cas à une réalité concrète et toujours actuelle, est régi depuis Paris où se trouve le siège de l'ORSTOM. A la tête du dispositif se trouve une Direction Générale (le Directeur Général a été coiffé récemment par un Président), nantie de différents services administratifs (personnel, matériel, finances, relations extérieures, etc.) et de structures de gestion proprement scientifique qui rappellent les comités scientifiques du CNRS et qui sont appelés à l'ORSTOM Comités techniques (au nombre de 16 : Entomologie, Hydrologie, Economie, etc.).

L'héritage colonial devenant de plus en plus lourd à gérer, pendant que s'affirmait à mesure la nécessité d'un redéploiement vers ce qu'on appelle toujours « l'Etranger traditionnel » (l'autre Etranger étant l'ex-colonial), pour revitaliser des activités ronronnantes qui menaçaient l'ensemble d'asphyxie, on a mis en place, non pas une politique scientifique susceptible de participer à la création d'un nouvel ordre économique mondial, mais un service de la programmation. On était menacé de mort et de décomposition, et on a créé un service supplémentaire qui, faute d'une véritable politique scientifique impulsée par la Direction Générale – dont c'eût été le rôle mais dont la stratégie s'exerçait ailleurs – et dans l'incapacité d'en produire une puisque l'objet n'était que d'en tenir lieu, se mit à dévorer les autres pour se donner consistance et permettre ainsi à l'ORSTOM de continuer à se reproduire.

Il n'est donc pas étonnant que le service de la programmation soit maintenant le cœur du dispositif (je bats pour vous) puisqu'il n'y a presque plus rien autour, sinon des dépouilles.

Il a commencé par désapproprier les Comités Techniques de leur fonction première, celle de proposition scientifique. Trop de forces centrifuges s'y exerçaient, qui entravaient la reproduction de l'appareil. La fonction seconde des Comités, celle de gestion des carrières des chercheurs, leur est restée dévolue, mais dans une période de telle pénurie et de tel blocage qu'il n'y a presque plus de postes à pourvoir ni de promotions à attribuer. Il a également développé ses excroissances du côté du service du Personnel, puisque, maintenant, il a la haute main sur les affectations et les séjours « outre-mer ». Il concurrence enfin le service des Relations Extérieures sur son propre terrain, celui des relations avec les Etats.

Ayant absorbé les autres, il entreprit de se perpétuer lui-même par l'utilisation d'un ordinateur, machine qui reproduirait indéfiniment des séquences programmatiques qui ne sont que des tranches de séjour outre-mer. Quand, un jour, l'ordinateur s'affectera lui-même quelque part, le cycle sera clos. Déjà, le programme majeur s'appelle GAO (encore la nostalgie) : gestion des activités de l'ORSTOM, mais honni soit qui Mali pense.

Non content de s'être grossi de la substance de ses voisins et d'avoir mis en place les mécanismes du mouvement perpétuel, il ne pourrait apparemment continuer à exister qu'en poursuivant sa croissance : dans le Schéma Directeur 1982-1984 de l'ORSTOM, le développement du service de la Programmation est placé en tête des actions prioritaires.

En même temps qu'il fallait résoudre ce problème d'organisation bureaucratique, il fallait trouver le moyen de susciter chez les chercheurs l'adhésion à ce nouveau type de fonctionnement. On a joué alors sur les deux registres du rationnel et de l'affectif. On a chanté l'hyper-rationalité de la gestion pour aboutir à la mystique d'une programmation inopérante

idéologiquement mais – et cette cantation fonctionnelle alors comme nécessité idéologique – très opérante comme instance sur-répressive : tout chercheur ORSTOM en France n'y est qu'en transit et doit interioriser la culpabilité de n'être pas outre-mer, car c'est là que réside sa légitimité.

Réorganisée l'institution, entretenue l'adhésion, il fallait aussi s'assurer qu'en permanence une demande provienne des Etats, en vertu de l'équation suivante : pas de demande des Etats = pas de séjours outre-mer = pas d'ORSTOM. Cette demande des Etats joue en effet un rôle majeur dans le fonctionnement du dispositif : réprimer à l'intérieur, reproduire à l'extérieur. L'Office, et donc ses chercheurs, doivent s'incliner devant cette demande au nom de la souveraineté des Etats partenaires. Cet argument permet de réduire sans répit l'autonomie des instances scientifiques : on vide de sa matière leur activité de proposition scientifique et on fait tomber leurs réticences sous l'accusation de néo-colonialisme. Il permet aussi d'entretenir l'illusion d'un dialogue égalitaire avec les pays demandeurs, car ces demandes, exprimées par différents canaux officiels (Commissions Mixtes, etc.) sont en fait largement manipulées par les représentants de l'ORSTOM : les chefs de Centre ou de Mission dont le rôle articulatoire – et reproducteur – est très important, et aussi les divers « Missi Dominici » dûment patentés par la Direction de l'Office.

Ce panorama, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il ne prête pas au lyrisme, nous ne l'avons pas voulu complètement négatif. Il était pourtant nécessaire de souligner certains traits pour mieux désigner les travers dans lesquels on pourrait éviter de retomber, afin d'arrêter cette déperdition constante d'énergie, cette perversion permanente des talents et ce détournement continu des aspirations. Bref, pour arrêter le gâchis.

## II. Quelle recherche pour quel développement ?

L'usage veut que la coopération scientifique et technique et le développement, soient évoqués ensemble. L'humanisme dans lequel baignent ces deux notions ne saurait masquer qu'il s'agit de deux réalités bien différentes. La coopération est un phénomène politique qui qualifie des rapports entre Etats. C'est la forme positive de la diplomatie : elle suppose des liens qui se tissent dans le temps et sur lesquels, excepté le politologue, le chercheur scientifique n'est pas spécifiquement compétent.

Le développement se présente au contraire comme un phénomène planétaire de notre temps dans lequel nous sommes tous immergés, et la question est ici de savoir dans quelles conditions il peut être l'objet d'une pratique scientifique cohérente. Notre expérience de chercheurs à l'extérieur de l'hexagone nous met en rapport avec le développement conçu et vécu comme un phénomène global, à la fois social, historique, économique, politique, idéologique. Tout un chacun est ici observateur et acteur. Dans la mesure où nous ne sommes ni bâtisseurs d'usines clés en main, ni médecins, que pouvons-nous produire dans ce contexte ?

Nous sommes guettés en permanence par deux excès. La violence ou l'ingérence technocratiques nous amènent à trop faire. L'abstention sous prétexte politique nous incite à ne rien faire. On connaît bien l'enfer du développement imposé par des spécialistes trop experts, trop missionnaires ou trop activistes, de même que la présence nonchalante et décadente à l'ombre des « frangi-palmiers » qui se traduit par l'inhibition et la rétention déjà évoquées.

Cette alternative doit être dépassée de même que les attitudes qu'elle produit. Faut-il choisir entre le matraquage des consciences à coups d'experts internationaux, technocrates de changements téléguidés par des métropoles étrangères et donneurs de conseils pressants, ou ces voyeurs masochistes qui nous avertissent de la mort prochaine des derniers indiens comme des prêtres du dernier culte de la dernière religion ? Seule la réalité d'un objet solide et clairement défini permet une pratique scientifique sérieuse et efficace qui n'est ni violence ni abstention.

Dès lors, quelle réalité est accessible à notre pratique puisque les modalités de l'intervention déterminent largement l'objet auquel nous pouvons accéder comme chercheurs ? Aucun discours sur la recherche ne peut faire l'économie d'analyser les structures qui la mettent en œuvre. Produire des connaissances nouvelles qui à terme créent des rapports nouveaux c'est trouver l'aune de l'utilité des connaissances produites. Cette utilité est entendue au sens le plus large et n'a rien à voir avec un mercantilisme grossier pas plus qu'avec le jugement d'un chercheur solitaire qui fait fi des contribuables.

*Pour les Sciences Sociales* (comme pour de nombreuses autres disciplines) *prendre le développement pour objet suppose qu'éclatent enfin les monopoles et les visions boutiquières de la recherche.* Il est temps de nous ouvrir à la concurrence scientifique nationale et internationale en quittant le ghetto frileux que constitue l'ORSTOM. L'imagination et l'ambition scientifiques vont de pair lorsque sautent les verrous institutionnels et peuvent se rétablir, au lieu de la rétention, la circulation des informations, des connaissances, des idées, des hommes et l'identification, enfin, de nos interlocuteurs étrangers comme des partenaires. Les rapports plus égalitaires qui en résultent permettent la formation d'homologues sur une base de réciprocité.

Tout cela n'est pas réalisable sans profondes mutations à l'intérieur de notre institution : un nouveau statut des personnels constitue un évident préalable, mais il faut également décentraliser la gestion et réorienter les produits de la recherche afin qu'ils figurent sur le marché international. La notion de demande des Etats doit cesser de fonctionner comme épouvantail ou comme gendarme. Une vraie publicité, des choix clairs dépourvus de hoquets politiques, c'est-à-dire des axes de programmes scientifiques qui permettent à l'offre et à la demande de se manifester, c'est cela qui donnerait la possibilité de répondre à la question : *quelle demande pour quelle recherche ?*

Une demande manifeste ne se confond pas avec l'assistance technique larvée à laquelle beaucoup d'Orstomiens sont invités – sans aller pour la plupart jusqu'au cas de ce chercheur détaché depuis plusieurs années au Gabon à la direction de l'école des cadres du parti unique. La recherche n'y est plus qu'un prétexte de présence, moyennant quoi le cadre national susceptible d'occuper le poste n'est pas formé, ni recruté s'il existe.

L'assistance technique fonctionne alors comme une prothèse qui est un obstacle au développement des capacités locales. *Notre vocation n'est pas de perpétuer les conditions de la reproduction des Etats locaux et par là-même de notre présence dans nos vieilles structures, mais de créer à terme et par notre pratique les conditions de la fin de l'assistance technique.* Etre « à l'écoute des paysans » n'y suffit pas et l'on doit craindre une situation « à l'afghane » où une certaine demande d'assistance crée la présence.

Cette affirmation ne constitue pas une ingérence mais la première condition de validité de la connaissance produite. La santé des rapports politiques est fondée sur la publicité et la transparence au niveau international.

Le moyen le plus sûr d'amorcer les changements d'orientation évoqués semble être en premier lieu une entrée en force de notre dispositif dans des opérations multilatérales. Outre l'effet vivifiant de l'émulation après la somnolence ou l'enfermement, il s'agit probablement du moyen le plus efficace de peser sur les orientations des grandes centrales, telles que la Banque Mondiale, et globalement sur l'idéologie du développement qui fonctionne aujourd'hui.

Dans les rapports bilatéraux il faut inviter, voire initier progressivement, les partenaires à une politique de la recherche plus soucieuse que par le passé de ses retombées économiques et sociales. La souveraineté politique n'est pas par nature incompatible avec la capacité de gérer une problématique qui est la seule exigence d'un chercheur sous tous les régimes et qui constitue la condition de l'efficacité de sa production.

Si dans un tel contexte les sciences de la terre ou de la vie puisent une nouvelle vitalité, résultat d'un suivi scientifique et de programmes clairement intégrés à une vision cohérente du développement, les sciences sociales gagnent un objet solide qui légitime leur démarche et leur restitue l'une de leurs principales utilités : non seulement être « à l'écoute » de ceux qui n'ont pas la parole, ce qui est passablement banal, mais être fondées pour produire l'analyse du développement comme phénomène total (pratiques, représentations, idéologies). Ni Peace Corps, ni savants de laboratoire, encore moins chantres du développement qui reproduit les structures sociales, il s'agit, en amont de l'assistance technique, de produire une connaissance particulière sur les agents du développement, les institutions d'assistance, les opérations de développement, l'idéologie nationale ou internationale sur les mutations liées au développement.

La pesanteur des habitudes freine le développement de tels champs de recherche. De plus, disqualifiés par des années de collaboration servile à une politique sans projet scientifique, on peut craindre qu'une partie des cadres administratifs ou scientifiques de notre institution ne soient définitivement dépourvus de l'imagination créatrice nécessaire à tout rajeunissement. Jusqu'ici installés dans une permanence bureaucratique ils devraient être autorisés à goûter aux joies de la présence permanente sous les tropiques dont ils furent si longtemps les zélés défenseurs, malgré l'attentisme prudent actuellement observé.

Sous prétexte de sauver le moral du malade, il nous a paru inopportun de taire certaines évidences concernant les causes de sa maladie, et d'autres s'étaient penchés à son chevet avant le 10 mai, avec d'autres médecines. Notre propos n'a pas pour objet de précipiter sa mort mais de l'inviter à une cure de jouvence. Le réexamen de l'orientation d'une institution est plus important que la seule défense d'un outil de travail dévoyé. C'est d'abord la rigueur des objectifs et des choix scientifiques qui permet aux agents de la recherche publique d'exprimer leurs possibilités dans le cadre d'une politique scientifique claire. C'est ensuite la capacité donnée, entre autres, aux chercheurs, de participer à la formulation et à la gestion des programmes qui constitue le gage de leur bonne réalisation.

Novembre 1981.